



Trump désigne la Corée du Nord comme État soutenant le terrorisme

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 22 novembre 2017
[wsws.org](#) 21 novembre 2017

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#)

Le président américain Trump a aggravé les tensions sur la péninsule coréenne hier en réintégrant la Corée du Nord sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme tenue par le département d'Etat américain. Cette décision ouvre la voie à l'imposition de nouvelles sanctions contre le régime de Pyongyang qui seront annoncées aujourd'hui par le Trésor américain.

Les sanctions elles-mêmes n'auront probablement pas beaucoup d'effets, car la Corée du Nord est déjà l'un des pays les plus isolés du monde. Sous la pression intense des États-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé une série de mesures punitives qui ont interdit l'achat de la plupart des exportations nord-coréennes et le recours à des travailleurs détachés nord-coréens en plus des restrictions sur les importations d'énergie. En outre, les États-Unis ont imposé leurs propres sanctions à Pyongyang et ont menacé de sanctionner également tout pays qui les enfreindrait.

S'adressant aux journalistes hier, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a reconnu que les implications pratiques de l'annonce de Trump seraient limitées, notant que cela « comblerait quelques failles supplémentaires ». Il a rejeté toute idée que cette décision mettrait fin à toute négociation avec la Corée du Nord pour sortir de l'impasse, en disant que « nous croyons toujours à la diplomatie ».

Cependant, cette nouvelle désignation de la Corée du Nord comme soutenant le terrorisme est un autre signe que le gouvernement Trump n'a pas l'intention de négocier avec le régime de Pyongyang. Aux yeux de Washington, seule la capitulation complète de la Corée du Nord empêchera les États-Unis de partir en guerre. L'exigence américaine d'une dénucléarisation totale et vérifiable de la Corée du Nord ne signifie rien de moins que le démantèlement de ses programmes nucléaires et de missiles et un système d'inspection de plus en plus intrusif qui sera la base de nouvelles provocations.

Le moment choisi par Trump pour cette annonce est une gifle pour la Chine, qui venait d'envoyer un émissaire de haut niveau, Song Tao, en Corée du Nord pour la première fois en deux ans. Bien qu'aucun détail n'ait été divulgué, les deux parties ont « échangé leurs points de vue [...] sur la situation dans la péninsule coréenne et [la] région et les relations bilatérales », selon les médias nord-coréens.

Au cours de sa tournée asiatique la semaine dernière, Trump a rencontré le président chinois Xi Jinping et l'a pressé d'intensifier les efforts chinois pour forcer la Corée du Nord à se soumettre aux exigences américaines. Trump a salué la décision d'envoyer Song à

Pyongyang en tweetant : « Une démarche forte, nous verrons ce que cela donnera ! »

La dernière provocation de Trump contre Pyongyang ne fait qu'ajouter à la pression sur la Chine pour isoler complètement la Corée du Nord – un pas que Pékin hésite à faire. La Chine craint que les États-Unis exploitent une crise politique et économique en Corée du Nord pour ramener le pays sous l'influence américaine.

La seule conclusion que Pyongyang puisse tirer est que le fait que le remettre sur cette liste est une preuve de plus que le gouvernement Trump n'a aucun intérêt pour des négociations de bonne foi.

Le retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme, par le gouvernement Bush en juin 2008, faisait partie d'un accord de dénucléarisation conclu en février 2007. Pyongyang, quant à lui, a respecté sa part de l'accord, fermant ses installations nucléaires et les rendant accessible à l'inspection internationale. Pour démontrer sa bonne volonté, il a démolit la tour de refroidissement de son seul réacteur nucléaire, même si l'accord ne l'exigeait pas immédiatement.

Le gouvernement Bush a retiré à contrecœur et tardivement la Corée du Nord de la liste du Département d'Etat, comme premier pas vers ce qui devait être la normalisation des relations entre les deux pays. Quelques mois plus tard, en septembre 2008, Bush a effectivement saboté l'accord en insistant sur des inspections plus intrusives qui n'étaient pas prévues par cet accord. Le gouvernement Obama n'a jamais bougé pour relancer les pourparlers de l'accord de 2007.

La désignation par Washington de pays épinglés comme sponsors du terrorisme d'Etat a toujours été utilisée comme un instrument de provocation et de pression diplomatique, tout en étant d'une hypocrisie totale. L'impérialisme américain a une longue histoire de promotion et de manipulation de groupes terroristes pour défendre ses intérêts – comme c'est le cas actuellement en Syrie où il utilise des organisations extrémistes islamistes pour tenter d'évincer le président Bachar al-Assad.

Il n'est pas surprenant que les critères utilisés par les États-Unis pour désigner un pays comme soutenant le terrorisme d'Etat soient vagues. Joseph DeThomas, ancien responsable du département d'Etat, a déclaré hier au *Washington Post* que le processus était « plus un art qu'une science » et que « le contexte politique et diplomatique joue un rôle considérable dans ces désignations ». En d'autres termes, la désignation d'un pays comme soutenant le terrorisme est déterminée uniquement par les intérêts économiques et stratégiques des États-Unis.

Dans sa brève déclaration d'hier, Trump a tenté de justifier son action en déclarant : « En plus de menacer le monde par la dévastation nucléaire, la Corée du Nord a soutenu à plusieurs reprises des actes de terrorisme international, y compris des assassinats sur le sol étranger. » Ceci semble faire référence à l'assassinat du frère du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un à Singapour en février. « Cela [la désignation de terrorisme d'Etat] aurait dû se produire il y a longtemps », a ajouté Trump.

Contrairement à la Corée du Nord, les États-Unis ont mené une guerre d'agression criminelle après l'autre au cours des 25 dernières années. À l'ONU en septembre, Trump lui-même a menacé d'utiliser la puissance militaire américaine, y compris son énorme arsenal nucléaire, pour « détruire totalement » la Corée du Nord et potentiellement déclencher une

guerre mondiale dévastatrice.

De plus, les États-Unis sont directement responsables du meurtre des présidents irakien et libyen, Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, qui s'étaient pourtant pliés aux exigences américaines d'abandonner leurs « armes de destruction massive ». Le régime de Pyongyang ne peut que conclure qu'un sort similaire lui est réservé s'il capitule devant Washington. C'est un secret de polichinelle que les États-Unis et la Corée du Sud forment des « unités de décapitation » militaires pour assassiner les dirigeants nord-coréens.

La désignation par Trump de la Corée du Nord comme État soutenant le terrorisme est une étape de plus vers une guerre catastrophique qui non seulement tuerait des millions de personnes sur la péninsule coréenne, mais pourrait aussi impliquer des puissances majeures telles que la Chine et la Russie. Les hauts responsables de Trump ont sans cesse averti que le temps est compté pour que la Corée du Nord accepte les exigences américaines et abandonne complètement ses programmes nucléaires et de missiles.

Peter Symonds

Article paru en anglais, WSWS, le 21 novembre 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Peter Symonds](http://wsws.org), wsws.org, 2017

Articles Par : **[Peter Symonds](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca